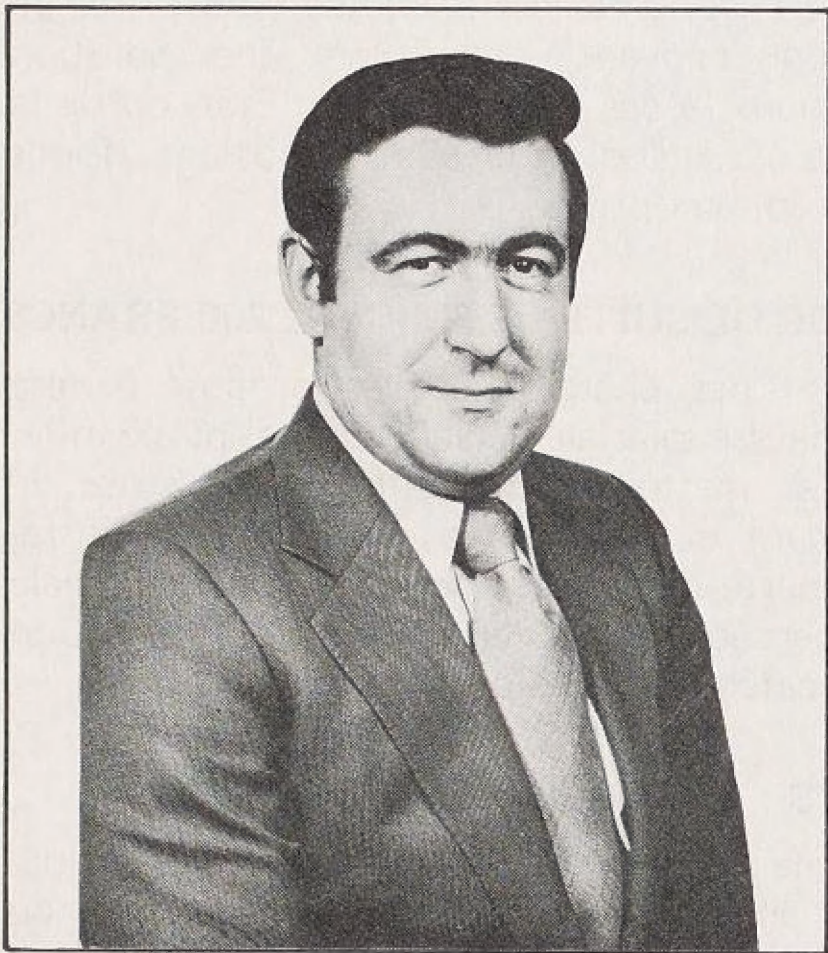


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 1978

JEAN-MARCEL FOUVET

CANDIDAT



**POUR UNE
SOCIALE-DEMOCRATIE
FRANÇAISE**

Ne le 14 novembre 1946 à Firminy,
marié, père de 2 enfants.

Agriculteur au Chambon-Feugerolles, assume des
responsabilités dans les
milieux professionnels et mutualistes agricoles.

Adjoint au Maire du Chambon-Feugerolles
de 1971 à 1977, a conduit une liste aux Élections Municipales
qui a obtenu 49,13 % des voix.

Remplaçant éventuel

MICHEL DUBOUCHET

Né le 9 novembre 1941, marié,
père de 3 enfants,
habite rue Anatole France à Unieux.
Exerce les fonctions de Conseiller Municipal
à Unieux



PRÉSENTÉS PAR LE PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE

Le Parti Socialiste Démocrate ouvre, par des réformes concrètes, une VOIE NOUVELLE.

- Notre but est un SOCIALISME HUMANISTE où, à la différence du Capitalisme et du Communisme, la Démocratie et la Justice forment un tout.*
- Notre programme qui se situe en dehors de la majorité actuelle et des partis de l'ex-programme commun, doit permettre à chaque homme, à chaque femme de s'épanouir dans la liberté.*

NOTRE PROGRAMME

1. PRIORITÉ A L'EMPLOI : ASSURER LE DROIT AU TRAVAIL

Relancer la Croissance économique. Pratiquer une politique d'Équipements Collectifs. Alléger les charges sociales des Entreprises, pour élargir le marché du travail. Créer des Entreprises de productions hautement qualifiées. Organiser les Exportations. Limiter les "importations sauvages". Instaurer la Retraite à la Carte, dès 60 ans. Diminuer la durée du travail. Généraliser la **CINQUIEME SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS**.

2. PARTOUT L'ENVIRONNEMENT

La Croissance doit être organisée pour tenir compte de l'Environnement. L'Écologie s'intègre à la vision politique des Socialistes-Démocrates. En particulier, Énergie et Environnement ne doivent plus s'opposer. La production et l'utilisation nouvelle du Charbon, les recherches d'Énergies Nouvelles (solaire) seront favorisées.

3. PROMOUVOIR L'AGRICULTURE

Richesse majeure de la France (40 milliards de Francs à l'exportation en 1976), l'agriculture doit poursuivre sa modernisation, et s'orienter vers des productions susceptibles de trouver des débouchés extérieurs. Il ne suffit plus de dire que les Agriculteurs sont les gardiens de la nature et de nos montagnes : ils doivent bénéficier des mêmes avantages que les citoyens.

4. PRODUIRE PLUS AVEC UN PLAN POUR PRODUIRE MIEUX

Les grandes puissances que sont les Sociétés Multinationales ont les moyens grâce au laisser-faire du libéralisme, de faire passer les intérêts privés avant le Bien Public. Elles doivent être maîtrisées. Un **PLAN DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET AGRICOLE** sera, après consultation des Régions, élaboré.

5. UN PLAN DE LUTTE CONTRE LES INJUSTICES SOCIALES

Un véritable **PLAN SOCIAL** sera mis en œuvre : **INDEMNITÉ POUR LA MERE DE FAMILLE AU FOYER**, dès le premier enfant. Aménagement du temps de travail. Libre choix du travail à mi-temps pour la Femme. **CRÉATION DE CRECHES. PRÉ-SALAIRE POUR LES VEUVES** pendant une période de stage de préparation à un Emploi Prioritaire. Abaissement de l'âge d'attribution de la Pension de Reversion portée à 60 %. **TRANSFORMATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL** : éviter les fonctions répétitives et donner des responsabilités. Création volontaire de "**SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ PARTAGÉE**". Relancer et déve-

lopper la Politique contractuelle. Intégration des Français du 3ème âge dans la vie quotidienne grâce à une retraite décente. Mettre fin à la ségrégation des handicapés. Promouvoir les Droits des Consommateurs.

6. SURTOUT LAISSEZ-LES ENTREPRENDRE

La liberté d'Entreprendre est le moteur essentiel de la Croissance. Le Gouvernement donnera une direction à l'économie, l'initiative privée assumera pleinement son rôle. **Il vaut mieux socialiser les résultats qu'étatiser les moyens.** L'étatisation systématique de l'économie est à rejeter ; des prises de participation peuvent constituer une solution suffisante dans le cas d'une aide de l'État, ou de la création d'industries nouvelles associant fonds publics et capitaux privés.

7. PORTER DE SUITE LE SMIC A 2 200 FRANCS

L'allègement des charges sociales proposé évitera que cette hausse salariale déclenche une spirale inflationniste, et mette en difficulté les industries de Main-d'Œuvre et les Petites et Moyennes Entreprises. La perte de recettes pour la Sécurité Sociale sera compensée par l'État, grâce à l'imposition accrue des catégories les plus fortunées.

8. IMPOTS : OPÉRATION ÉQUITE

Supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, et augmenter la taxation des produits de luxe. Harmoniser l'imposition des Revenus entre Salariés et Non-Salariés (à ressources égales, impôt égal). Créer un impôt sur les grosses fortunes (de 0,5 % à 2 %, à partir de 300 millions d'Anciens Francs).

9. FORMER AVANT TOUT DES ADULTES

L'égalité des chances commence à la maternelle. Durant sa scolarité, l'élève recevra les éléments de savoir qui lui permettront de s'adapter et de trouver un emploi. Pour les Étudiants, le **PRÉ-SALAIRE** autorisera l'accès de tous à l'Enseignement Supérieur. L'enseignement sera continu, car la formation ne saurait, à notre époque, être acquise une fois pour toutes.

10. INSTITUTIONS : RENDRE LA FRANCE AUX CITOYENS

Afin de sortir la France de la division en 2 blocs liés, l'un à la Droite, l'autre au Parti Communiste, et afin de disposer d'une Assemblée véritablement représentative de tous les courants de pensée, l'actuel mode de scrutin d'arrondissement sera remplacé par la Représentation Proportionnelle. Les Assemblées Régionales seront élues au suffrage universel direct. Le cumul des mandats sera limité à deux mandats.